


18/06/2018

## Publication de nos douze priorités pour la réforme de la PAC



La plateforme *Pour une autre PAC* publie ses douze priorités pour la réforme de la Politique Agricole Commune post 2020. Elle a également analysé les propositions législatives de la Commission européenne à l'aune de celles-ci. Le décalage entre les deux souligne notre désaccord avec les orientations souhaitées par la Commission. C'est une vraie réforme qu'il faut, pour le bénéfice de tous·tes les citoyen·ne·s et paysan·ne·s européen·ne·s !

Nos douze priorités pour une politique agricole et alimentaire commune dès 2021

*Pour une autre PAC* a résumé ses propositions pour la réforme de la PAC en 12 priorités, consistant chacune en un objectif général relégitimant cette politique pour les citoyen·ne·s européen·ne·s et en sa transcription dans une mesure concrète pour la future PAC. Pour Quentin Delachapelle, président de *Pour une autre PAC*, « ces douze priorités sont le fruit de longs mois d'échanges à la fois au sein de la plateforme et avec les autres acteur·rice·s de la réforme de la PAC. Elles constituent des propositions consensuelles, reflétant la diversité et l'interconnexion des enjeux auxquels cette réforme doit répondre. » Une version complète de notre vision de l'avenir de la PAC paraîtra prochainement.

Propositions de la Commission : une PAC plus verte et plus juste uniquement dans les discours

Le commissaire à l'agriculture, Phil Hogan, a vanté l'ambition de la réforme qu'il propose en matières environnementale et climatique, ainsi qu'en ce qui concerne le ciblage des aides en faveur des petites et moyennes exploitations. Mais les propositions de la Commission européenne relèvent du seul effet d'annonce (c'est le cas par exemple du fléchage climatique et du plafonnement – ineffectifs en l'état), qu'autant qu'elle n'intègre que très peu de garde-fous pour s'assurer que les États membres joueront le jeu du « plus vert et plus juste » (par exemple, *ecoscheme* et paiement redistributif). Pour le moment, le contrat de la Commission est donc loin d'être rempli.



Aujourd'hui, un rendez-vous à ne pas manquer

Le Conseil des ministres de l'agriculture de l'UE de ce jour à Luxembourg marque le lancement officiel des négociations européennes sur le texte soumis par la Commission. Nous demandons à Stéphane Travert de se saisir de cette opportunité importante pour affirmer dès à présent les positions fortes de la France en matière de revenu et d'emploi, de transition agricole en faveur de la restauration de la biodiversité et de la lutte contre les changements climatiques, d'intégration de l'alimentation et des citoyen·ne·s dans la PAC, ainsi que de prise en compte des impacts sur les pays du Sud comme du bien-être animal. C'est à ces seules conditions que la défense d'un budget pour la PAC fera sens.



Ci-joints :

- Les 12 priorités de la plateforme *Pour une autre PAC* pour la réforme de la PAC post 2020
- Analyse des propositions législatives de la Commission européenne pour la réforme de la PAC



**Pour un autre PAC**

 @pouruneautrepac  
 [www.pouruneautrepac.eu](http://www.pouruneautrepac.eu)

**Quentin Delachapelle**

Président  
 + 33 (0) 6 32 53 66 58  
 [delachapelle.quentin@orange.fr](mailto:delachapelle.quentin@orange.fr)

**Aurélié Catallo**

Coordinatrice  
 + 33 (0)1 80 89 99 51  
 [aurelie.catallo@pouruneautrepac.eu](mailto:aurelie.catallo@pouruneautrepac.eu)